

### **Dans l'affaire Sonatrach en cours d'instruction, le gouvernement s'efforce d'anticiper sur les soupçons qui pourraient peser sur les politiques dans le scandale.**

Le Premier ministre, sans aller jusqu'à contester sa virtualité, suspend cette "responsabilité politique" aux conclusions de la justice. Le ministre de tutelle s'était maladroitement empressé de se défendre en invoquant son "ignorance" de l'enquête et des éventuels agissements qui en sont à l'origine. Puis, dans une escalade qui ne s'imposait point, Chakib Khelil proclamait la disculpation de sa personne et du "clan présidentiel".

Involontaire ou délibéré, l'apport conceptuel ne doit pas être dilapidé. Le clan constitue, en effet, l'ingrédient essentiel et permanent du système ; même s'il prend, au fil du temps et des régimes, des connotations variables, le clanisme se constitue autour des liants de type compagnonnage, région, coterie ou clientèle de circonstance.

En déclarant qu'il ne s'est "jamais senti visé dans cette affaire, ni [lui] ni le clan présidentiel", le ministre de l'Énergie entend que tout soupçon exprimé à son encontre affecterait "le clan présidentiel". De fait, le clan, en général, repose sur le principe de solidarité organique. Le destin d'un membre est lié au clan, comme le destin du clan est lié à chacun de ses membres.

Si Khelil était visé, ce qu'il veut conjurer par ses déclarations, il faudrait alors, et selon sa logique, appréhender la série d'affaires en cours de révélation comme un processus visant le clan, ou des clans, puisque d'autres affaires qui pourraient concerner d'autres clans sont en cours. Des affaires de justice évolueraient en affaires politiques. Et de la responsabilité pénale, on passerait à "la responsabilité politique". Ce qui, dans d'autres affaires, comme celles concernant le thon rouge ou l'autoroute Est-Ouest, semblait tomber sous le sens – attendre que la justice se prononce avant d'évaluer la responsabilité du ministre de tutelle – devient, depuis l'affaire Sonatrach, un mot d'ordre.

Nous sommes loin de l'approche institutionnelle de la vie politique, de l'alliance de partis, des élections et tout le cosmétique républicain qui cache mal un terrain de confrontation dont l'enjeu est plutôt le contrôle des ressources du pays que son développement.

À un certain niveau de disjonction avec la société, les hommes de pouvoir ne prennent même plus la précaution de puiser leurs discours dans le lexique du modèle théorique qu'ils prétendent servir. Cessant de s'encombrer des notions creuses de nation, peuple, État, république, parti... ils se mettent à appeler les choses par leur nom.

Les ressources du pays financent le mouvement à vide d'un immense dispositif institutionnel conçu pour dissimuler une pratique politique clanique. La rente, qu'elle soit légalement prodiguée ou illégalement prélevée, est la finalité de cette pratique. La responsabilité politique, péché originel du système, y est donc. Les citoyens le savent et répondent à la fraude par l'abstention dans "l'élection" de cette mécanique qui tourne pour elle-même, laissant pour compte l'immense masse des "sans-clan".

[LIBERTÉ](#)